



Ilhan Berkol

"Il est clair que la prolifération des armes mine le développement. Leur coût social, humain et économique est énorme."



Campagne "Contrôlez les armes"

Fin 2006, les Nations unies ont donné leur feu vert à l'établissement du traité international sur le commerce des armes. Mais le travail ne fait que commencer...

België-Belgique
P.P./P.B.
B-020

AUTORISATION DE FERMETURE
B-020

Globo

TRIMESTRIEL D'OXFAM-SOLIDARITE-NUMERO 19 - SEPTEMBRE 2007

Pas de développement
sans **désarmement**



Faits & chiffres

Lexique

Armes légères et de petit calibre. Les "armes légères" comprennent notamment les mitrailleuses lourdes, les lance-grenades, les canons antiaériens et antichars portatifs, les lance-missiles et lance-roquettes antichars portatifs... Les "armes de petit calibre" comprennent les revolvers et pistolets à chargement automatique, les fusils et carabines, les mitraillettes, les fusils d'assaut... La littérature rassemble souvent les deux sous le vocable "armes légères".

Armes de destruction massive. Armes conçues pour tuer une grande quantité de personnes, en visant indifféremment les civils et les militaires. L'expression fait souvent référence aux armes chimiques, bactériologiques et nucléaires. Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations unies, assimile toutefois les armes légères à des armes de destruction massive au regard des carnages qu'elles provoquent.

Armes à sous-munitions. Armes contenant des charges conçues pour exploser après avoir été lancées ou éjectées d'une "munition mère". La dispersion des "sous-munitions" couvre une surface variant d'un terrain de football à plusieurs hectares.

Traçabilité. Suivi des armes et des munitions depuis leur point de production jusqu'à leurs différents destinataires. Ce suivi, qui nécessite de "marquer" les armes et d'opérer un enregistrement systématique, est fondamental à la réduction de la prolifération des armes.

DDR. Processus de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion d'ex-combattants. Concrètement, les programmes DDR visent à assurer la collecte des armes et la réduction du nombre de combattants en échange d'argent et de formations professionnelles destinées à réinsérer les belligérants.

Institutions

UNIDIR. L'Institut des Nations unies pour la Recherche sur le Désarmement mène des recherches sur le désarmement et la sécurité afin de soutenir la communauté internationale dans sa réflexion et ses initiatives. www.unidir.org

RAIAL. Le Réseau d'Action International sur les Armes Légères (IANSA en anglais) est une coalition de 700 organisations de la société civile unissant leurs efforts pour mettre un terme à la prolifération et au mauvais usage des armes légères et de petit calibre. Avec Oxfam International et Amnesty International, le RAIAL coordonne la campagne *Contrôlez les armes* (voir p. 8) www.iansa.org

SIPRI. Le Stockholm International Peace Research Institute est un centre de recherche considéré comme l'une des sources les plus fiables en matière d'armement et de sécurité. Ses annuaires annuels font autorité au niveau international. www.sipri.org

GRIP. Le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité est un centre de recherche belge qui vise à éclairer les citoyens et les décideurs sur les questions de défense et de sécurité. Ses chercheurs sont régulièrement appelés à conseiller les responsables politiques nationaux et internationaux. www.grip.org

Vredesinstituut. Cette institution, située au sein du Parlement flamand, mène des recherches sur les thématiques liées à la paix et à l'armement. Conseillère du parlement et gouvernement flamand, elle rend des avis lors d'autorisations d'importation et d'exportation d'armes par les autorités flamandes. www.vlaamsvredesinstituut.eu

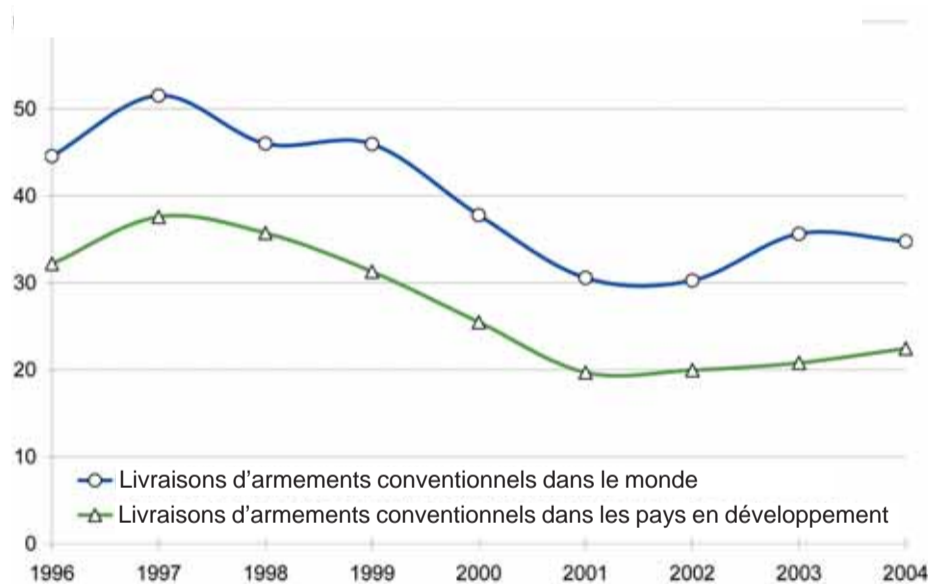
Quelques chiffres

- **Dépenses militaires en 2006** : 1.204 milliards de dollars, soit plus de 10 fois le montant de l'aide au développement. Plus de 80 % de ces dépenses sont le fait de seulement 15 Etats.
- **Les transferts internationaux en armements** atteignaient 34,8 milliards de dollars en 2004, dont 22,5 milliards vers les pays en développement.
- **Entre 2002 et 2006**, le volume des transferts d'armements conventionnels a connu une augmentation de 50 %
- **Plus de 1.000 entreprises** participent à la production d'armes légères et de munitions. Les principaux exportateurs en valeur sont la Russie, les Etats-Unis, l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et la Chine.
- **Près d'un million d'armes légères** sont achetées chaque année par les forces armées dans le monde.
- La violence armée tue chaque année près de **500.000 personnes**.
- **La moitié des victimes** directes d'armes à feu sont des hommes âgés de 15 à 29 ans.

Sources : SIPRI, Small Arms Survey, GRIP, Control Arms

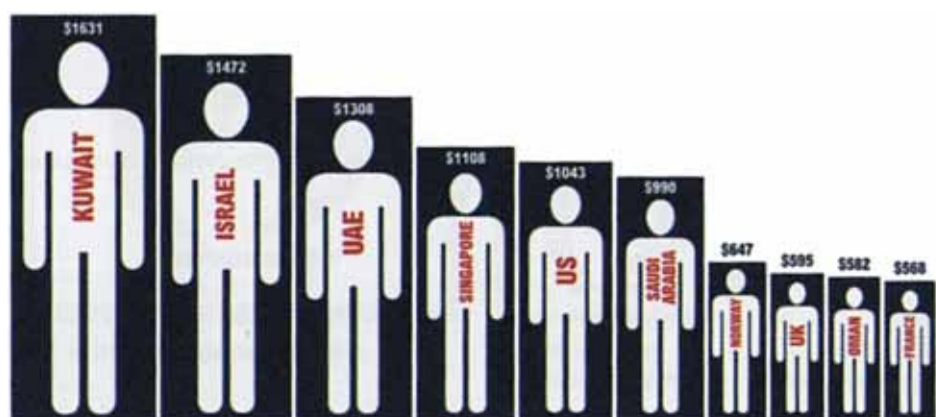
Livraisons d'armements dans le monde

En milliards de dollars, au prix de 2003. Source GRIP - CRS.



Dépenses en armes par habitant

Chiffres issus du Rapport sur le Développement Humain (2002).



Pays dépensant le plus d'argent en armes par habitant

Pas de développement sans désarmement

Oxfam-Solidarité est convaincue que le développement et le désarmement sont fondamentalement liés. Cette vision se traduit dans nos actions, notre travail de pression politique et notre collaboration avec d'autres organisations.

La vision et la politique d'Oxfam-Solidarité reposent sur deux piliers : le développement et le désarmement. Cette optique remonte au fondateur et premier président d'Oxfam-Solidarité, Antoine Allard. Pacifiste convaincu, Allard tenta notamment de rapprocher l'Est et l'Ouest durant la guerre froide. Sa vision politique s'inspirait entre autres du traité fondateur des Nations unies, qui soulignait l'importance majeure du développement et du désarmement. L'un ne va d'ailleurs pas sans l'autre : le développement nécessite la sécurité, et vice versa. Le droit à la sécurité dépendant en grande partie du processus de désarmement, il est logique qu'Oxfam-Solidarité participe à des coalitions comme la campagne *Contrôlez les armes* (voir p.8) et à différents groupes actifs sur les questions d'armement.

Sur le plan politique, la Belgique est un pays pionnier dans la problématique des armes. Premier pays à avoir adopté une loi sur les armes à sous-munitions et à interdire tout financement destiné à en produire, la Belgique est également l'un des premiers Etats à s'être levé contre la production et l'usage des mines antipersonnel. Toutefois, en dépit de ces avancées, de gros problèmes subsistent encore (voir p.9). Si la régionalisation des exportations d'armes en 2003 était notamment destinée à en améliorer le contrôle, l'octroi récent de licences d'exportation d'armes à Israël (voir p. 11) démontre que cette régionalisation n'a pas permis d'établir un meilleur contrôle et un respect accru des lois existantes. Ne serait-il donc pas opportun de refédéraliser cette compétence ?

L'énorme impact des armes

La nécessité du désarmement se fait ressentir chaque jour dans notre travail. Notre expérience dans des régions en conflit (ou sortant de conflits) nous a appris que le développement n'est possible que dans un environnement sécurisé. En République démocratique du Congo, le trafic d'armes n'est bien sûr pas à la source des conflits ou de la misère. Mais la présence massive des armes prolonge les conflits, accentue la

souffrance, et porte atteinte aux moyens d'existence de la population (voir p.6). La situation vaut aussi au Soudan, au Moyen Orient ou en Colombie (voir p. 7). Au Guatemala, les derniers accords de paix ont été signés il y a plus de 10 ans. Mais aujourd'hui encore, des quantités astronomiques d'armes circulent toujours dans le pays. Ces armes contribuent au taux élevé de criminalité et permettent à des milices privées de menacer des paysans, voire même de les chasser de leurs terres. Elles contribuent aussi à l'assassinat massif de femmes, problème majeur dans le pays.

Les lois existent, mais...

A l'image du Code de conduite européen, de nombreuses lois et traités existent à travers le monde pour réglementer les activités liées aux armes. Mais aucun traité international contraignant n'a encore vu le jour pour contrôler le commerce des armes conventionnelles, pourtant responsables de l'écrasante majorité des décès. Dans ce cadre, la volonté exprimée fin 2006 par 153 pays de mettre en place un traité sur le commerce des armes représente une réelle avancée. Ce large soutien prouve qu'une volonté politique a émergé pour s'attaquer au problème.

Outre l'établissement de ce traité, un certain nombre d'étapes s'avèrent encore nécessaires pour mieux contrôler le commerce des armes. La première chose à faire, en Belgique comme ailleurs, est bien entendu de respecter les législations existantes et d'améliorer la transparence des exportations. Il est également fondamental que les réglementations internationales soient inscrites dans les législations nationales – comme l'a fait la Belgique avec le Code de conduite européen – et que certaines lois nationales inspirent les réglementations internationales.

Mais il faut aller plus loin. Le respect des règles relatives aux armements se doit d'être imposé à des institutions privées comme les banques et les entreprises. Aux Pays-Bas, Oxfam Novib a récemment publié un rapport sur les liens entre certaines banques (ABN AMRO, Fortis, ING et Rabobank) et les industries d'armement. En Belgique, le Réseau Financement Alternatif, Netwerk Vlaanderen, Friends of the Earth et Vredesactie travaillent également sur ce thème (voir p.10). En parlant de secteur privé, notons également que la privatisation de la sécurité représente un autre problème inquiétant. Le recours à des mercenaires est aujourd'hui devenu massif. Devenues de véritables entreprises capables de fournir des combattants à bas prix, les milices privées attirent de plus en plus de gouvernements. En Irak, l'armée américaine sous-traite une grande partie de ses missions de sécurité à ce type de milices. Au Guatemala, les membres des milices privées sont plus nombreux que ceux des services d'ordre...



L'engagement d'Oxfam dans la campagne "Contrôlez les armes" est logique au vu de l'impact des armes sur le développement.

Toutes ces questions relatives au désarmement et à la sécurité ont un impact évident sur le développement, et bénéficient donc d'une place particulière dans l'agenda d'Oxfam-Solidarité. Par nos activités, nous tentons d'encourager le public à participer au grand mouvement de soutien au désarmement. Nous interpellons les autorités sur des dossiers clés comme la livraison d'armes à Israël ou la situation sécuritaire au Congo. Nous nous engageons dans des campagnes comme *Contrôlez les armes* et collaborons avec des organisations comme la CNAPD, le GRIP, Vrede et Vredesactie. Ces actions sont logiques et nécessaires. Car il n'y a pas de développement sans désarmement.

Stefaan Declercq

Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité

Armes légères contre développement

De toutes les armes, les armes légères sont celles qui ont l'impact le plus profond sur le développement. Réduire leur prolifération est une obligation éthique et de cohérence politique. Ilhan Berkol, spécialiste de la question au GRIP, nous éclaire à ce propos.

Quel est l'état de la prolifération des armes légères ?

On compte aujourd'hui plus de 640 millions d'armes légères dans le monde, tant civiles que militaires. Ce nombre comprend à la fois les armes actuellement produites et celles qui circulent de façon illicite depuis des années, voire des décennies. Ces centaines de millions d'armes alimentent la violence mondiale et la quarantaine de conflits qui font rage en permanence sur terre. Dont certains extrêmement intenses et peu susceptibles de s'estomper rapidement, comme en République démocratique du Congo, en Irak ou au Soudan.

Comment comprendre cette intense circulation d'armes ?

Il y a plusieurs problèmes, dont celui de l'harmonisation et du renforcement des législations sur les transferts, le marquage et la traçabilité des armes légères. Les insuffisances à ce niveau sont aujourd'hui telles qu'il est difficile de sanctionner les transferts illégaux. Mais à côté de ce problème, il y a évidemment celui de la gestion et de la sécurité du stockage des armes. C'est un problème que l'on retrouve dans les pays connaissant des conflits armés, mais aussi là où l'Etat n'est pas suffisamment fort et organisé pour gérer les stocks. D'où l'importance de renforcer les structures étatiques dans les politiques de développement.

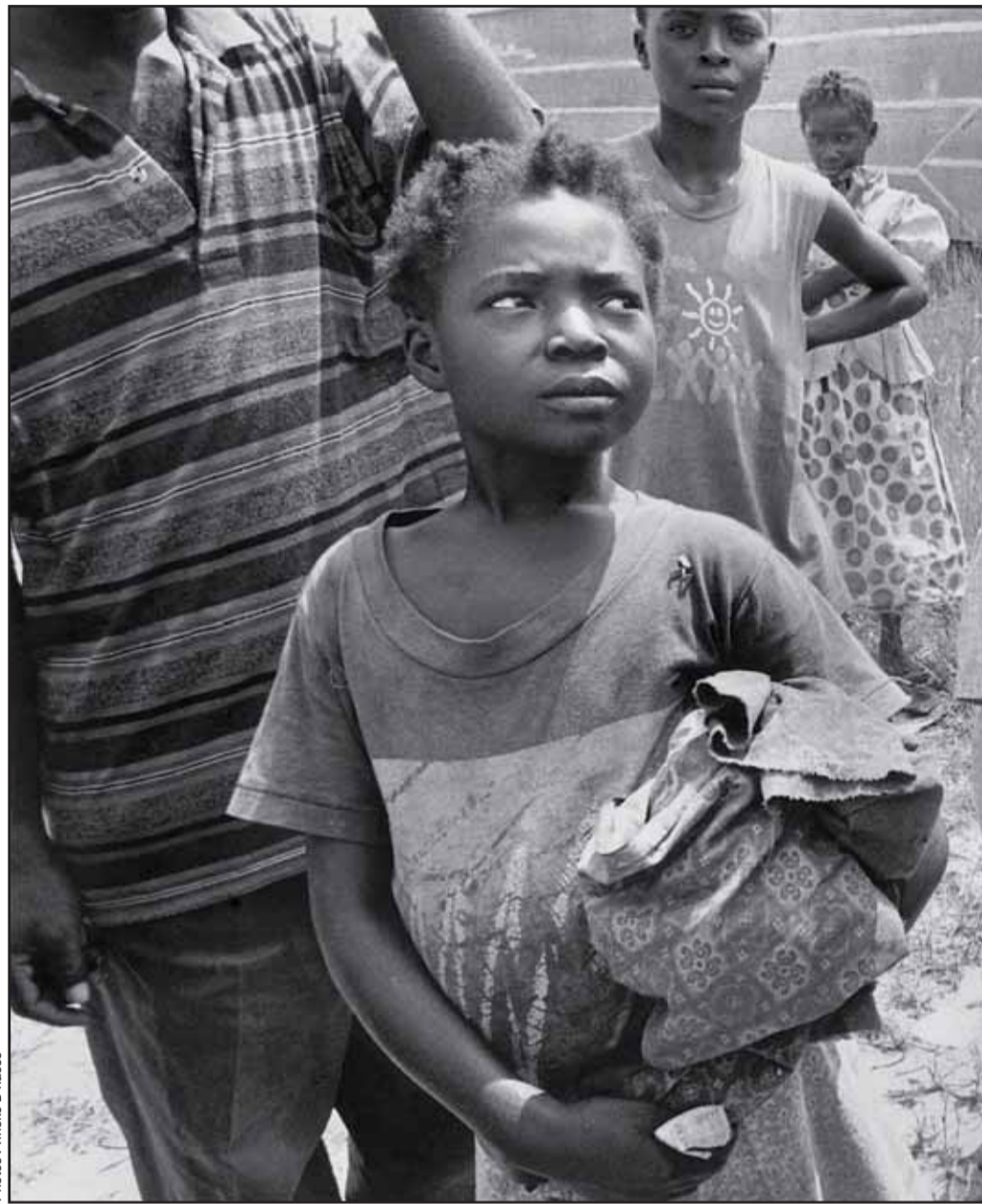
Enfin, il y a sans aucun doute le problème de la pauvreté. La majorité des armes légères sont entre les mains de civils à qui des gouvernements ont parfois distribué des armes, soi-disant pour leur propre sécurité. Beaucoup de civils voient dans la revente des armes une façon de gagner un peu d'argent une fois les conflits éloi-

gnés. De ce fait, la séparation entre armes civiles et armes militaires est assez critique, car les premières se retrouvent sur les champs de bataille, et inversement.

L'Irak offre ici encore un bon exemple de ces différents problèmes. Lorsque les Américains sont arrivés à Bagdad en 2003, les forces de sécurité irakiennes étaient totalement déstructurées. Les Etats-Unis ont donc voulu reconstituer rapidement une force de sécurité irakienne pour les épauler. Pour ce faire, ils ont distribué près de 560.000 armes... mais n'ont opéré aucun enregistrement au niveau des numéros des armes ou des personnes les ayant reçues. C'est totalement invraisemblable ! Ces armes circulent déjà un peu partout et resteront dans la région pendant des dizaines d'années. On en a d'ailleurs déjà retrouvé en Turquie dans les mains du PKK. C'est un cas typique qui illustre le caractère "pompiers-pyromane" des armes : en recourant à elles d'une façon irréflective pour faire cesser les conflits, on met en même temps de l'huile sur le feu...

Quel est l'impact humain de ces armes ?

Les Nations unies estiment que les armes légères sont responsables de la mort de 500.000 personnes par an, qu'il s'agisse des conflits ou des victimes de la criminalité. Et la plupart de ces victimes sont des civils. Suivant les conflits, ils représentent



Photos : Tineke D'haese

"La prolifération des armes entraîne une culture de la méfiance et de la violence" (RDC)

50 à 90 % des victimes. J'ai toutefois un problème avec la distinction entre civils et militaires. Comme si les gens qui se battent dans les armées ou sont dans les forces de sécurité n'étaient pas des êtres humains...

Il y a aussi les conséquences plus indirectes de ces armes...

Oui, et ces conséquences indirectes sont infiniment supérieures, notamment en termes de développement. Il faut bien se rendre compte que le lien entre le développement et la présence d'armes légères est direct. La sécurité est un droit, et il n'y a pas de développement sans sécurité. Et donc, d'une certaine manière, sans armes. Mais la prolifération et la dissémination incontrôlée des armes minent le développement. Elles assurent un état de méfiance réciproque et une culture de la violence. Si les armes légères ne sont pas

à l'origine des conflits, elles prolongent l'état d'insécurité et d'opposition entre factions armées et rend les accords de paix difficiles à atteindre. Toute cette violence a évidemment un coût humain, social et économique énorme. Prenez le cas de la République démocratique du Congo. Depuis 1997, il y a eu entre 3 et 4 millions de morts. Mais ces victimes n'ont pas toutes succombé à une balle. Beaucoup sont mortes des conséquences indirectes des armes légères sur l'économie ou la santé. Les guerres font des déplacés, les soins de santé sont dégradés, les forces de travail laminées, les maladies se propagent... Ces coûts sont gigantesques, au Nord comme au Sud. Aux Etats-Unis, la vente d'armes et de munitions sur le marché intérieur rapporte environ 3 milliards de dollars par an. Mais ce montant couvre à peine les frais médicaux liés aux blessures par

"La prolifération des armes légères mine le développement. Leur coût humain, social et économique est tout simplement énorme !"

Ilhan Berkol



balles. Et si l'on ajoute les autres coûts, notamment en matière de perte d'emploi, on se rend compte que le coût global dépasse largement les bénéfices des ventes. Au Salvador, les soins liés aux armes coûtent près de 10% du produit intérieur brut. Vous imaginez donc l'impact dans les autres pays pauvres... Et puis, n'oublions pas le très grand nombre de viols ou l'enrôlement massif de centaines de milliers d'enfants soldats sous la contrainte armée. Ce sont aussi des violations flagrantes des droits humains rendues possibles par la disponibilité des armes.

La position des pays riches est ambiguë à ce niveau, à la fois fournisseurs d'armes et d'aide au développement...

C'est vrai. L'Europe est en effet le principal bailleur mondial d'aide au dévelop-

pement et attribue à cette politique un rôle de prévention des conflits et de promotion de la paix. Or, l'Europe est aussi l'un des principaux producteurs et exportateurs d'armes légères au monde. Ses exportations vers le Sud entretiennent les guerres et minent l'efficacité de sa coopération. C'est donc à un véritable problème de cohérence qu'est confrontée l'Europe. Et c'est précisément pour en finir avec ces incohérences qu'un renforcement des règles et institutions européennes de contrôle sur les transferts d'armes s'impose.

Les réglementations manquent-elles à travers le monde ?

Non, il y a énormément d'instruments en place : le Programme d'action des Nations unies, le Protocole sur les armes à feu,

l'Instrument de l'ONU sur la traçabilité des armes légères, le Document de l'OSCE sur les armes légères, le Protocole de Nairobi... Mais leur application sur le terrain est encore loin d'être parfaite, voire même non initiée. En dehors du Programme d'action de l'ONU et du protocole sur les armes à feu - qui ont poussé les Etats à entreprendre un certain renforcement de leur législation - les changements ne sont pas encore très palpables sur le terrain. Mais il est clair qu'il faut donner un certain temps aux Etats pour qu'ils transposent ces instruments dans leurs réglementations et qu'ils se donnent les moyens de les appliquer.

Réduire la prolifération des armes légères passe d'abord et avant tout par la mise en place de contrôles sévères de leurs transferts et de leurs stocks, ainsi que par un marquage et un enregistrement efficaces. Toutes les mesures relatives à ces points sont très neuves et prennent du temps pour être opérationnelles. Rendez-vous compte : la première fois que le Secrétaire général des Nations unies a parlé des armes légères, c'était en 1995. Le Programme d'action n'est apparu qu'en 2001. Je trouve que les progrès réalisés en 10 ans sont loin d'être négligeables.

Les instruments existent donc au niveau international, mais il faut passer par les régions pour renforcer les législations nationales et leur application. A ce niveau, l'Union européenne a l'opportunité de montrer l'exemple si elle arrive à harmoniser les législations et à se donner les moyens de les appliquer. Il faudra ensuite aller aux Nations unies, montrer des exemples de bonnes pratiques et harmoniser les règles au niveau mondial. En partant de là, les progrès vont s'accomplir.

C'est l'ambition du Traité sur le Commerce des Armes ?

Oui. Ce Traité, qui est encore au stade de projet, vise à harmoniser à l'échelle internationale les critères minimums requis pour octroyer des autorisations de transferts d'armes, ce qui n'existe toujours pas aujourd'hui. L'avantage est qu'il sera légalement contraignant, contrairement à beaucoup d'instruments politiques actuels. Les Etats devront le transposer dans leur législation. Et si les ministres de ces Etats ne respectent pas les critères lors d'un transfert d'armes, ils enfreindront le droit international et se retrouveront devant le Conseil de sécurité...

Certains pays dépensent plus en armements qu'en éducation ou en santé. Le renforcement des règles aura-t-il un impact à ce niveau ?

Oui, et l'Afrique de l'Ouest offre de belles perspectives à ce niveau. Depuis 1998, il existe un Moratoire sur les armes dans la région, mais celui-ci n'é-

tait pas légalement contraignant et ne marchait pas. On a donc établi une convention très stricte stipulant qu'un Etat ne peut importer ou exporter d'armes sauf s'il respecte un certain nombre de critères d'exemption prévus. Ces critères sont très stricts : ils reprennent ceux du Code de conduite européen, mais vont même plus loin puisque des aspects du futur Traité ont également été intégrés en matière de droits humains.

La procédure d'octroi est désormais très exigeante et nécessite le contrôle de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ce contrôle mutuel aura un impact positif sur le développement, la balance entre les budgets militaires, de santé et d'éducation sera surveillée. On avance donc...

Les responsables africains soutiennent-ils particulièrement ces réglementations ?

Les Africains sont à la pointe de la question car ils aspirent à résoudre ce problème qui frappe si durement le continent. J'ai personnellement participé aux négociations relatives à la convention sur les armes légères en Afrique de l'Ouest. En tant que rédacteurs, nous avons été très prudents afin que ce projet ne soit pas rejeté. Et au final, ce sont les experts gouvernementaux africains qui ont renforcé le document ! Du coup, ce document est très compliqué à appliquer sur le terrain. L'Europe, qui a financé le processus, va maintenant devoir financer et surveiller le processus d'application.

Vous semblez particulièrement optimiste pour l'avenir...

C'est vrai, car je vois bien que les délégations à l'ONU sont réceptives aux campagnes comme *Contrôle les Armes*, qu'elles entendent ce qui se dit sur le marquage des armes, qu'elles n'ont plus les réactions d'il y a 10-15 ans... Les choses bougent. Des pays comme la Chine, la Russie voire même Israël ou l'Iran ne peuvent plus dire n'importe quoi en matière d'armes. La société civile a acquis une certaine expertise.

Les membres permanents du Conseil de sécurité - qui sont les principaux fabricants d'armes - ne sont pas opposés au principe de réglementation internationale. Bien sûr, les Etats ont exprimé leurs souhaits de voir un document qui ne soit pas trop restrictif, qui ne porte pas atteinte au droit à l'autodéfense... Ils affaibliront donc au final le document. Mais il n'empêche : il sortira. Et sa non-application devra être justifiée vis-à-vis des autres Etats. Vous savez, tout ce qui est acquis est acquis. Et dans ce cadre, oui, je suis optimiste. Etre pessimiste n'apporte rien, non ?

Frédéric Janssens



Qui est Ilhan Berkol ?

Ilhan Berkol est responsable du projet "Armes légères" et de la section "Exportations d'armes" au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP). Consultant pour la Commission européenne et pour le Parlement européen, il a participé à l'harmonisation des législations relatives aux transferts d'armes dans la Région des Grands Lacs et à l'étude de l'UNIDIR sur l'action de l'Union européenne en matière d'armes légères. www.grip.org

Kivu, une paix qui se fait attendre

Cinquante dollars : tel est le prix payé pour un pistolet mitrailleur Uzi à Rutshuru, dans le Nord-Kivu. Provenant généralement du Rwanda ou de l'Ouganda voisins, ce type d'arme alimente les violences quotidiennes qui affectent les populations de l'Est de la République démocratique du Congo depuis plus de 10 ans.

Le Nord-Kivu est sans conteste l'une des provinces les plus stratégiques de la République démocratique du Congo (RDC). Riche en or et en coltan, la province est également extrêmement fertile et propice à l'élevage. Pour des raisons économiques et politiques, le territoire est donc devenu l'enjeu d'une lutte régionale et nationale majeure, mettant en péril le fragile processus de paix entamé en RDC depuis 2003. L'intégration des différents groupes armés en une seule armée nationale – les Forces Armées de la République démocratique du Congo, ou FARDC – butte d'ailleurs toujours au Kivu, où le général rebelle Nkunda est parvenu, suite à divers affrontements et négociations, à éviter le processus de "brassage" de ses hommes dans l'armée régulière. Ce qui constitue aujourd'hui un facteur de déstabilisation important dans la province.

Des armes à la famine

Mené pour et grâce aux richesses naturelles, le conflit pèse lourdement sur les populations civiles du Kivu vivant principalement de l'agriculture. La présence de nombreux groupes armés, congolais et étrangers, affecte profondément le quotidien des paysans et de leurs familles. "Les agriculteurs sont la proie de tracasseries et de harcassements constants", confie Etienne Mbakulirahi, secrétaire exécutif de la Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo au Nord-Kivu (FOPAC), une organisation soutenue par Oxfam-Solidarité avec l'appui de la DGCD et de la région wallonne. "Dans certaines régions, les récoltes et le bétail sont réguliè-

ment pillés, et l'impossibilité d'accéder aux champs et aux intrants agricoles contribue à une baisse de la production. A cause de cette situation, les agriculteurs de ces régions ont de moins en moins de produits à vendre. Et lorsqu'ils veulent vendre ce qui reste, ils font souvent face à l'inaccessibilité des marchés ou des routes du fait de la violence. Dans ces conditions, la famine et le développement des maladies sont grandement facilités."

Les chiffres à ce niveau sont éloquentes. A cause des effets directs et indirects des armes dans la région, l'Est de la RDC connaît un taux de mortalité 30% plus élevé que dans le reste du pays. Les déplacements massifs de populations fuyant les violences constituent ici un élément majeur. Rien que pour le Nord-Kivu, le nombre total de déplacés signalé en juin 2007 s'élève à plus de 640.000 personnes, soit près de 13% de la population totale de la province. Entre mars et juin 2007, près de 55.000 personnes déplacées ont été enregistrées dans le seul territoire de Rutshuru. L'abandon des champs et la concentration des populations dans certaines localités favorisent en retour les conditions propices à l'augmentation de la mortalité.

"On compte aujourd'hui 1,1 million de déplacés dans les provinces orientales de la RDC", rappelle Thierry Dethier, responsable du plaidoyer humanitaire d'Oxfam-Solidarité. "Ce sont ces populations qui sont les plus en difficulté. Or, ce sont souvent les plus inaccessibles aux humanitaires, car elles se trouvent au cœur des régions où les combats font rage. Quant à

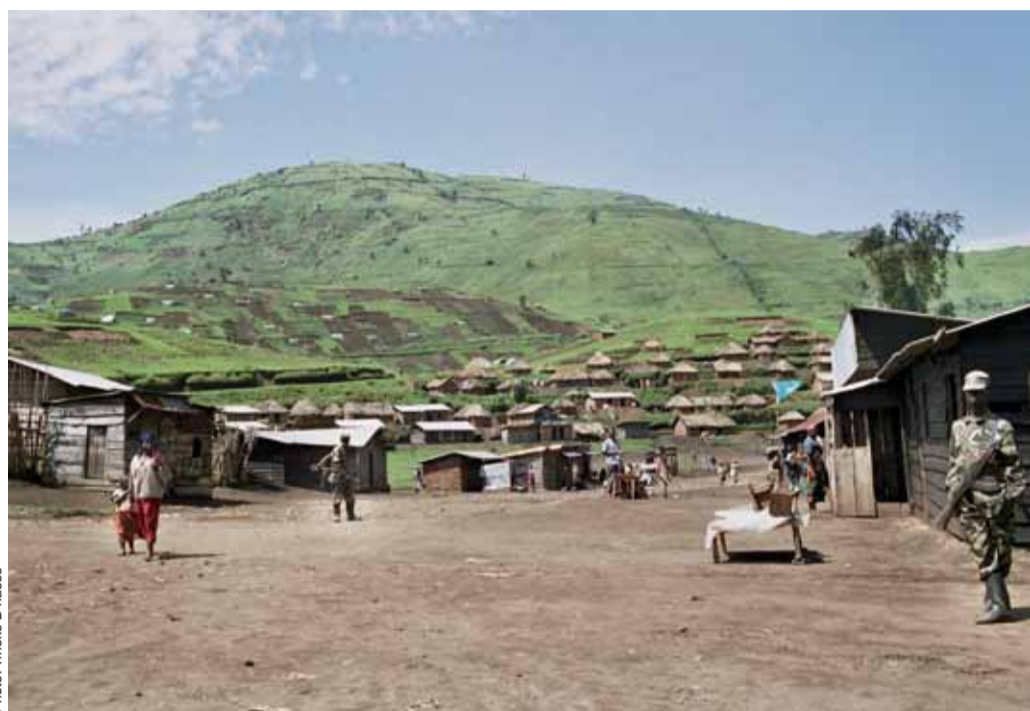


Photo: Tineke D'haese

Hommes armés dans un camp de déplacés de Rutshuru (RDC)

celles qui parviennent à recevoir de l'aide, elles se retrouvent parfois ciblées par de nouveaux agresseurs du fait des denrées qu'elles ont pu recevoir. Il est donc fondamental de parvenir au plus vite à un règlement de la situation et de mener à bien le processus de désarmement, démobilisation et réintégration des combattants.»

Les camps plutôt que les champs

"Par peur d'attaques ou de viols, des populations entières préfèrent rester dans les camps de déplacés plutôt que de retourner dans les champs, qui sont de toutes façons souvent occupés par des hommes armés", poursuit Mbakulirahi. "En conséquence, certains villages deviennent déserts et ne bénéficient plus des actions de la FOPAC. Et certaines actions qui ont été menées par le passé ont été anéanties. C'est pourquoi, à côté de notre travail de renforcement des organisations paysannes et de la commercialisation des produits, nous intégrons pleinement la problématique sécuritaire dans notre travail de plaidoyer auprès des autorités politiques."

Ce plaidoyer pour la paix est fondamental et doit, pour réussir, être dirigé vers tous les acteurs liés de près ou de loin au problème de la violence armée dans la région, tant au Congo que dans les pays voisins. Mais rien ne sera possible sans une action plus volontariste et concertée de la communauté internationale. C'est pourquoi Oxfam plaide pour un renforcement des moyens octroyés aux 17.000 Casque bleus de la Mission des Nations unies en RDC (MONUC), et pour leur maintien dans le

pays tant qu'un certain nombre d'objectifs fondamentaux ne seront pas atteints en termes de sécurité. "Si d'autres missions, comme celle du Soudan, ont légitimement besoin d'un appui, ce dernier ne peut en aucun cas se faire au détriment de la MONUC", affirme Thierry Dethier. "L'Union européenne et ses pays membres doivent également renforcer la mission européenne chargée de la réforme du secteur sécuritaire en RDC, tant en termes humains que financiers. Quant à l'aide humanitaire en faveur des populations, elle se doit d'atteindre les 680 millions de dollars réclamés par les Nations unies. Il n'est pas acceptable que les promesses actuelles ne dépassent toujours pas 280 millions. Enfin, à travers la campagne *Contrôlez les armes*, Oxfam appelle la communauté internationale à agir au plus vite afin de mettre fin au trafic d'armes qui persiste à l'Est de la RDC. Les 40.000 fusils AK-47 qui circulent dans les provinces du Kivu ne sont pas arrivés là par hasard. Toutes les armes et les munitions qui nourrissent la violence en RDC sont fabriquées aux quatre coins de la planète, sont vendues dans la région et finissent pour quelques poignées de dollars entre les mains de bandes armées. Et ce malgré l'embargo sur les armes en RDC décrété depuis déjà plusieurs années, et tout récemment reconduit par le Conseil de sécurité. Jusqu'à aujourd'hui, le manque d'action de la communauté internationale en matière d'armes a contribué à la violation massive des droits humains en RDC. Cette situation doit changer. Et le plus vite sera le mieux."

Frédéric Janssens

Les femmes, piliers de la paix en Colombie

La violence règne en Colombie. Le conflit armé, le trafic de drogue, la criminalité et le commerce illégal des armes créent une situation d'insécurité majeure dans le pays. Et une normalisation de la violence particulièrement ressentie par les femmes.

L'organisation Ruta Pacifica ("la route pacifique") réunit des associations de femmes qui plaident pour la mise en place d'une solution négociée au conflit armé en Colombie. Un conflit dont la violence affecte particulièrement les femmes. "Une organisation comme Ruta Pacifica est plus que nécessaire dans un pays comme la Colombie", témoigne Marina Gallego, la coordinatrice nationale de l'organisation. "Le conflit armé fait rage depuis plus de 50 ans, et bien que les femmes vivent au beau milieu de ce conflit, l'ampleur de la violence à leur égard n'est toujours pas ouvertement reconnue. C'est cette réalité cachée que Ruta Pacifica veut mettre en lumière. En tant que victimes de la violence et pivots de la reconstruction du pays, les femmes ont le droit d'exiger une solution à ce conflit."

Selon l'annuaire Small Arms Survey 2006, plus de 80% des meurtres en Colombie sont commis grâce à des armes à feu. "Différents facteurs contribuent à la violence dans le pays", poursuit Gallego. "En plus de la violence due aux groupes de guérilla et aux paramilitaires, il y a celle causée par le trafic de drogue et la criminalité 'ordinaire'. Le monopole de la violence n'est donc clairement pas entre les mains de l'Etat. Pour ne rien arranger, le trafic d'armes dans le pays est gigantesque. Même les autorités sont impliquées dans ce trafic. L'impact le plus désastreux de cette situation est la 'militarisation' de la vie quotidienne et l'acceptation de l'idée que les armes permettent de prendre le pouvoir. Cet état de fait encourage les attitudes autoritaires, le culte de l'homme armé et l'acceptation de la violence comme une situation

normale. Bref, une atmosphère qui ne remet pas en question l'usage de la violence comme solution aux problèmes."

Démilitariser les esprits

"La facilité avec laquelle les armes peuvent être obtenues joue incontestablement sur le nombre de meurtres. Mais si le désarmement est nécessaire, il doit toutefois s'accompagner de campagnes destinées à 'démilitariser les esprits'. Il faut aussi mettre en place des campagnes de lutte contre la violence faite aux femmes, chez elles ou dans les endroits publics. Car si toute cette violence se déchaîne en temps de guerre, elle reste bel et bien présente en temps de paix."

Les inégalités sociales en Colombie sont-elles à la base de toute cette violence ? "Ces inégalités et l'état de la démocratie dans le pays ne justifient pas le recours aux armes et à la violence", répond Gallego. "Il existe des sociétés confrontées aux mêmes problèmes mais qui réagissent d'une toute autre façon. Bien entendu, les problèmes structurels ont une grande influence sur le niveau de violence. Du fait de l'exclusion sociale, les solutions violentes remplacent souvent les canaux démocratiques pour obtenir justice. Ajoutez à cela les violations massives des droits humains et le niveau d'impunité dans le pays, et vous comprendrez que dans une société où la Justice ne fonctionne pas, les gens font justice eux-mêmes..."

La peur au quotidien

"La permissivité générale face à la violence se répercute dans les familles. Des générations entières n'ont connu que cette situation 'normalisée' et la perpétuent. Cette violence inscrit



A Bogota, les femmes manifestent contre la violence (Colombie)

donc la peur dans le quotidien des gens : insécurité, déménagements forcés, pouvoir de certains groupes armés, meurtres, disparitions, violence sexuelle, prostitution forcée, décomposition des structures étatiques... Les conséquences de cette violence ne sont pas les mêmes pour les hommes et pour les femmes. La violence contre les femmes est moins visible, plus difficile à prévenir et à résoudre. Les femmes sont par exemple plus vulnérables suite aux déménagements forcés. Nombreuses sont celles qui finissent par se prostituer ou qui sont agressées sexuellement dans leur nouveau foyer."

Le Plan Colombie, mis sur pied par les Etats-Unis pour résoudre la situation dans le pays, se focalise sur le trafic de drogue. "Ce plan est inutile", affirme Gallego. "Il n'a pas réussi à diminuer les plantations. Il n'a pas non plus réussi à réduire la guérilla ou à combattre l'extension du 'paramilitarisme'. Il a au contraire induit une plus grande militarisation de la Colombie. Il n'existe pourtant qu'une seule solution : le gouvernement colombien et la guérilla doivent s'asseoir ensemble autour d'une table

et arriver à un accord de paix. Et la société civile doit être impliquée dans les discussions. Les choses sont claires depuis bien longtemps : le gouvernement ne peut vaincre la guérilla, et la guérilla ne parviendra pas à prendre le pouvoir par la voie armée. La seule issue est une paix négociée."

Lieve Reynebeau

Ruta Pacifica est une organisation féministe, pacifiste et antimilitariste active sur les questions de non-violence. L'organisation plaide pour une solution négociée au conflit armé en Colombie et met en lumière les conséquences de ce conflit sur la vie et le corps des femmes. Ruta Pacifica regroupe 350 organisations de femmes dans tout le pays, principalement des organisations qui travaillent dans les campagnes. Les conséquences de la guerre y sont en effet plus palpables.
www.rutapacifico.org.co

Contrôlez les armes

Le long périple du traité sur les armes

Fin 2006, les Nations unies ont donné leur feu vert à l'établissement du traité international sur le commerce des armes. Une victoire pour la campagne "Contrôlez les armes" qui oeuvre depuis 2003 à l'établissement de ce traité. Mais le travail ne fait que commencer...

Plus d'un million de personnes ont déjà signé la pétition du "Million de Visages", appelant à la mise en place d'un traité sur le commerce des armes. Cette pétition est portée par la campagne *Contrôlez les armes*, une collaboration entre Oxfam International, Amnesty International et le RISAL (voir p. 2). Les trois organisations ont décidé de joindre leurs forces en 2003 afin de lutter contre le commerce incontrôlé des armes légères.

Les armes conventionnelles telles que les revolvers ou les mitrailleuses sont celles qui font le plus de victimes dans le monde. Leur impact sur le développement est tout simplement gigantesque. Malgré cela, aucun traité international contraignant n'existe afin d'en réglementer le commerce et d'empêcher que les armes vendues n'entraînent des violations des droit

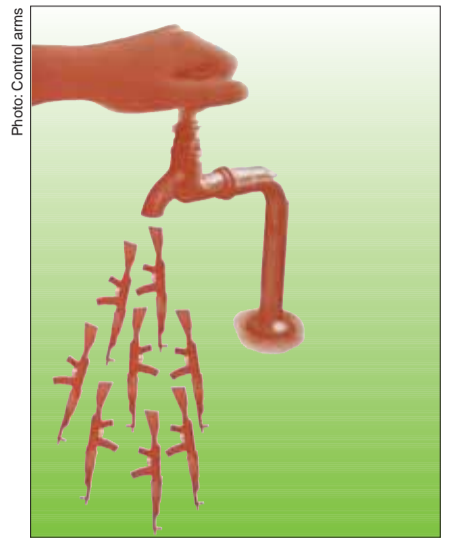
humains et du droit international humanitaire.

"Par une résolution adoptée en décembre 2006, les Nations unies ont donné leur feu vert au lancement des travaux destinés à établir un traité international sur les armes conventionnelles", explique Simon Gray de la campagne *Contrôlez les armes*. "C'est une grande victoire, mais ça ne veut pas dire que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers ! La résolution n'a été approuvée que par 153 pays. Seuls les Etats-Unis s'y sont opposés. Pas moins de 24 pays se sont abstenus, parmi lesquels la Chine, l'Inde ou la Russie qui, bien que sceptiques, ne se sont pas prononcés contre. Une bonne nouvelle malgré tout... Ces abstentions ont été justifiées par des motifs économiques et de maintien de la souveraineté nationale."

Consultations nationales

La seconde phase du processus s'est récemment achevée. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a appelé tous les pays à exprimer leur opinion sur le contenu du traité. "92 pays ont répondu à cet appel, un record pour une consultation de ce type. Cela signifie que l'intérêt pour le traité est toujours très grand, ce qui est prometteur", constate Gray. "Une analyse de ces réponses sera présentée en octobre aux Nations unies. Dans une troisième phase, en 2008, des spécialistes de 28 pays se pencheront sur le contenu concret du traité. Etant donné son importance, un terrible lobbying a lieu pour savoir quels pays pourront envoyer un délégué. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – qui comptent ensemble pour près de 90% des exportations d'armes dans le monde – seront automatiquement représentés. Nous sommes donc face à un problème : d'un côté, nous voulons un traité qui soit approuvé par les principaux vendeurs d'armes; de l'autre, les grands exportateurs sont évidemment les plus sceptiques à l'égard du traité..."

Il existe déjà de nombreuses dispositions nationales et régionales pour réglementer le commerce des armes, mais elles sont constamment bafouées (voir pp. 4-5). L'ONU impose parfois des embargos sur les armes à un pays, mais même ces embargos ne sont pas respectés. Que peut dès lors apporter un nouveau traité ? "Un traité international s'impose en ces temps de globalisation", explique Gray. "Mais un papier orné de signatures ne suffit évidemment pas. La campagne n'exige pas seulement un traité sur les armes. Elle exige une réduction du nombre d'armes dans le monde. Nous voulons mettre en lumière le lien entre les armes et les problèmes de développement, le fait que les armes sèment la terreur et aggravent les problèmes à travers le monde. Avec la campagne *Contrôlez les armes*, nous voulons pousser les pays à adopter d'autres comportements, leur faire comprendre qu'il n'est plus acceptable d'enfreindre



les accords existants. C'est un travail de longue haleine."

Consultations populaires

Depuis l'adoption de la résolution des Nations unies, la campagne *Contrôlez les armes* ne s'est évidemment pas endormie.

Parallèlement à la consultation mise en place par l'ONU, la campagne a organisé une consultation populaire afin de rassembler les témoignages de personnes faisant face à la présence d'armes au quotidien. L'objectif est de leur donner parole afin qu'ils expriment leurs attentes par rapport à un tel traité.

"Nous avons mené des centaines de consultations à travers le monde", poursuit Gray. "Surtout dans les pays qui se montrent sceptiques vis-à-vis du traité où dans ceux qui seront indispensables à sa réussite. En octobre, lors de la présentation à l'ONU des résultats relatifs aux consultations nationales, nous remettrons aussi les résultats de notre consultation populaire. Les Etats sauront alors ce que pensent leurs citoyens d'un tel traité."

Le calme avant la tempête

Les consultations populaires sont désormais terminées, et les résultats sont en cours d'analyse. "Nous sommes aujourd'hui à un moment assez particulier de la campagne. Un moment assez calme... mais ça ne durera pas ! Nous allons notamment nous concentrer sur les pays qui délégueront des experts. Nous allons encore avoir besoin du soutien du public afin de s'assurer que le processus ne s'arrête pas et que le traité voie bel et bien le jour. Ceux et celles qui veulent nous soutenir peuvent toujours signer notre pétition et tenir à l'oeil les activités d'Oxfam, d'Amnesty ou du RISAL. Des actions vont bientôt se mettre en place, et nous aurons besoin de l'appui de tout le monde !"

www.controlarms.be

Lieve Reynebeau



Lancement de la campagne à Trafalgar Square (Grande-Bretagne)

Photo: Crispin Hughes (OGB)

La Belgique, entre éthique et business

Malgré sa taille réduite, la Belgique compte parmi les grands fabricants et exportateurs mondiaux d'armes. Des armes qui, en dépit des règles appliquées, se retrouvent parfois loin de leur destination prévue...

Été 1998 : la Belgique vend une centaine de pistolets-mitrailleurs P90 aux forces spéciales jordaniennes. Moins d'un an plus tard, certaines de ces armes sont retrouvées dans la cache d'un trafiquant d'armes aux Pays-Bas. Entre ces deux moments, on assiste à une incroyable circulation de ces armes entre la Jordanie, la Suisse et les Pays-Bas. Avec au final, le recours aux P90 dans une série de hold-ups en France... et en Belgique. Retour à l'expéditeur, d'une certaine façon.

Été 2007 : un rapport d'ONG européennes et internationales dénonce la livraison prévue d'hélicoptères de combat indiens au régime birman, pays sous le coup d'un embargo de l'Union européenne en matière d'exportations d'armes. Hic pour la Belgique : une société belge participe à la construction des hélicoptères indiens, fournissant les systèmes de lance-roquettes des appareils.

Des armes de poing qui se retrouvent dans les milieux criminels, des lance-roquettes prêts à soutenir un régime connu pour ses violations des droits humains... La Belgique serait-elle peu regardante quant à ses exportations d'armes?

Des règles trop facilement contournables

On ne peut assurément pas taxer la Belgique de laxisme en matière d'armes. En fait, notre pays fait même aujourd'hui partie des "bons élèves" dans le domaine. Depuis la crise survenue dans l'affaire des ventes d'armes belges au Népal (2002), la loi en vigueur en matière d'importation, d'exportation et de transit intègre les critères et procédures prévus par le

Code de conduite européen, l'un des plus restrictifs au monde. Entre autres choses, ces critères prennent en considération des aspects liés au respect des droits humains et les risques de réexportation des armes par le pays acheteur. De ce fait, la Belgique est devenue l'un des premiers États européens à rendre ces dispositions contraignantes dans sa législation, même si la régionalisation en la matière peut être considérée comme une régression et que des différences subsistent aujourd'hui dans la transparence des exportations entre les 3 régions.

Le problème n'est pas fondamentalement dans les textes. Il porte plutôt sur l'absence de contrôle suffisant quant à la réexportation des armes vendues et de sanctions légales en cas d'infractions. Comme d'autres pays, la Belgique exige de ses clients des certificats spécifiant l'utilisateur final des armes achetées. Mais les contrôles à ce niveau sont parfois délicats voire inexistantes et, en attendant la mise en place d'un Traité sur le commerce des armes, aucun instrument juridique ne peut véritablement sanctionner un pays acheteur qui ne respecterait pas les clauses du contrat et réexporterait ces armes où bon lui semble. Aucun instrument sauf... la cessation des contrats. Et c'est ici que le bât blesse et que la défense des intérêts économiques prend parfois le dessus sur la défense des principes éthiques.

Éthique ou business ?

La Belgique est l'un des leaders mondiaux en matière d'armes légères. Les fusils FAL, produits par la FN (Herstal), sont utilisés dans une centaine de pays et représentent près de 10% de tous les fusils d'assaut produits dans



Photo: Crispin Hughes (OGB)

Le contrôle sur la destination finale des armes reste insuffisant (Sierra Leone)

le monde. La vente de ces armes et de leurs munitions rapporte à nos entreprises des sommes astronomiques chaque année. Or, ce sont précisément ces fusils qui circulent le plus facilement et qui font le plus de victimes à travers le monde. La présence d'armes belges en Afrique saute aux yeux dans la région des Grands Lacs et dans la corne de l'Afrique. Selon la police de Rio, ville connaissant le plus de décès par armes à feu (hors conflit), 13% des armes illicites d'origine étrangère saisies sont belges. Le principal client de la Belgique, l'Arabie saoudite, fait l'objet de nombreuses questions en matière de droits humains, de soutien au terrorisme et de réexportation d'armes (même à des pays sous embargo). De nombreux points qui devraient de facto exclure ce pays - comme d'autres d'ailleurs - des clients de la Belgique...

Malheureusement, en l'absence d'un mécanisme de contrôle et de sanction international effectif, la logique du "si je ne vends pas, quelqu'un d'autre le fera" continue parfois de prévaloir. Un choix en contradiction avec les engagements internationaux de notre pays

en matière de résolution des conflits et de lutte contre la pauvreté. Certes, les critères d'exportation stricts sont de mieux en mieux intégrés, et le travail de sélection des clients semble s'améliorer. Dans ses lois et au niveau international, la Belgique adopte une approche progressiste en faveur d'un meilleur contrôle des armes. Mais si les choses avancent, la vigilance et la pression restent encore plus que nécessaires, comme l'a révélé le cas de l'entreprise New Lachaussee en 2005. Un épisode où la mobilisation générale avait forcé les autorités à retirer la licence d'exportation accordée à la firme belge, désireuse de vendre une ligne de production de munitions à la Tanzanie. Une exportation qui aurait permis de produire, durant des décennies, des millions de munitions par an dans une région où les conflits sont encore en cours. Certains pays européens ont décidé de ne plus exporter de lignes de production d'armes hors d'Europe ou des pays de l'OTAN. La Belgique suivra-t-elle cet exemple ?

Frédéric Janssens

Votre argent ne dort pas...

Savez-vous ce que votre banque fait de votre argent ?

Si elle l'utilise pour financer la production d'armes ou

soutenir des dictatures ? Il vaudrait mieux le savoir.

Le Réseau Financement Alternatif et Netwerk

Vlaanderen sont là pour ça.

Comme le rappelle Christophe Scheire, de Netwerk Vlaanderen, "les banques recourent à l'argent placé chez elles pour investir dans des entreprises ou acheter des actions. Ces investissements ne sont pas neutres, comme dans le cas d'investissements dans des fabriques d'armes. Nous poussons les institutions financières à prendre leurs responsabilités vis-à-vis de l'utilisation éthique de leurs fonds. Les banques utilisent l'argent de leurs clients. Ces derniers doivent savoir ce que l'on fait de leurs économies. Il est fort probable que nombre d'entre eux soient tout simplement estomaqués s'ils savaient où leur argent se retrouve parfois... Mais les clients ne reçoivent pas ces informations, et ne réagissent donc pas. C'est pourquoi nous voulons mettre à nu ces investissements bancaires."

"Not with my money"

Netwerk Vlaanderen existe depuis plus de 25 ans. Jusqu'il y a peu, elle ne s'intéressait qu'aux questions relatives aux placements éthiques. Mais aujourd'hui, l'organisation mène aussi deux grandes campagnes : une sur les armes et une sur les droits humains. "En 2003, nous avons choisi de lancer une campagne spécifique sur les armes du fait de la mobilisation populaire contre la guerre en Irak. Du slogan 'Not in my name', nous avons fait 'Not with my money'. Nous mettons en lumière les investissements dans des entreprises controversées afin d'inciter les banques à être plus regardantes dans leurs pratiques. Nous nous tournons aussi vers les citoyens et les encourageons à demander des comptes à leur banque. C'est ainsi que la campagne

'Communes pour la Birmanie' est aujourd'hui menée avec le Réseau Financement Alternatif, Action Birmanie et des démocrates birmans. Par cette campagne, nous demandons aux communes – qui placent aussi leur argent dans les banques – de ne plus investir dans la dictature birmane."

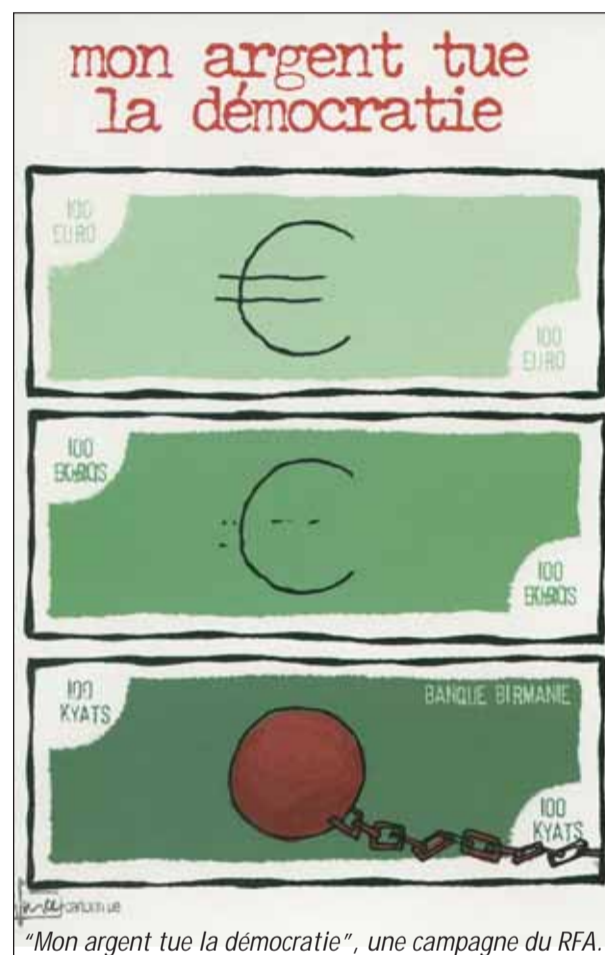
Le consommateur est de plus en plus sensible aux aspects éthiques des produits qu'il achète, qu'il s'agisse de commerce équitable, de protection de l'environnement... Mais cette sensibilité s'applique-t-elle aussi à ses finances ? "Il est difficile de juger de l'impact de nos campagnes", note Scheire, "car les clients adressent leurs demandes à leur banque, pas à nous. Nous constatons tout de même que les banques tiennent de plus en plus compte de certains aspects éthiques, qu'elles mettent en place des politiques spécifiques. Certaines banques sont même assez actives à ce niveau. Mais d'autres ne font encore qu'un travail superficiel. Nous suivons donc de près leurs engagements, nous contrôlons ce qui se passe en pratique, et nous leur proposons des pistes pour résoudre certains de leurs problèmes."

Les choses bougent donc dans le secteur bancaire. Mais qu'en est-il des pressions sur les entreprises d'armement ? "La plupart sont de grandes multinationales. Nous n'obtenons que peu de réactions de leur part. Et nous remarquons que les informations sur les armements controversés que nous mettons en lumière sont pour le moins incomplètes sur leur site internet. Les Forges de Zeebrugge, une firme belge, a récemment fait parler d'elle à ce

niveau. Dès 2004, elle apparaissait dans nos rapports car nous dénoncions le fait qu'elle fabriquait des armes à sous-munitions (voir p.2). A l'époque, la firme a fermement contesté cette accusation. Mais un an plus tard, tandis que le Parlement débattait de l'interdiction des armes à sous-munitions, les Forges de Zeebrugge ont déclaré qu'une telle interdiction serait néfaste pour ses activités et menacerait l'emploi. Reconnaisant donc que nos accusations étaient fondées..."

Actions belges

En mars, la Belgique a interdit tout investissement dans la fabrication de mines antipersonnel ou d'armes à sous-munitions. Notre pays est le premier au monde à adopter une telle législation. "C'est là l'un des plus grands succès de notre travail de plaidoyer", poursuit Scheire. "Un exemple qui devrait inspirer de nombreux pays étrangers. Pour la toute première fois, des autorités politiques ont osé interdire aux banques d'investir où bon leur semble. Toutefois, le Gouvernement pourrait aller plus loin. La Belgique doit s'assurer que ses ressortissants, dont les banques belges, n'aillent pas à l'encontre des traités qu'elle a signés. La Belgique a souscrit à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Gouvernement doit donc être cohérent et vérifier si les banques ne financent pas des entreprises qui violent les dispositions de cette Déclaration. A côté de cela, les autorités belges doivent aussi montrer l'exemple. Elles devraient investir de façon éthique l'argent qu'elles placent en banque ou dans des fonds. Mais aucune politique n'apparaît à ce niveau. Des bourgmestres



ou ministres prennent de temps à autres des initiatives, mais cela reste malgré tout sporadique."

Les clients peuvent faire des choix éthiques, même si ce n'est pas toujours facile. "Les gens doivent comprendre que leur argent ne reste pas endormi dans une banque. Il nourrit des financements, et les citoyens doivent donc déterminer eux-mêmes quels secteurs en profiteront", conclut Scheire. "Actuellement, le client ne dispose que de peu de possibilités de choix. Il y a certes des produits éthiques sur le marché, et certaines banques appliquent déjà des critères éthiques, mais l'information est incompréhensible... Le manque de transparence est tel que les clients ont bien des difficultés à faire un choix éclairé. Les institutions financières et le Gouvernement doivent donc agir pour rendre ce choix possible".

www.rfa.be

www.netwerkvlaanderen.be

Lieve Reynebeau

Pressions belges pour la paix

Avant de se retrouver à l'agenda des conférences internationales, les questions de désarmement et de paix font l'objet d'un combat quotidien au sein des pays. Les mouvements de la paix jouent à cet égard un rôle très important. Focus sur deux grandes organisations belges, la CNAPD et Vrede.

Le concept de paix reste, aujourd'hui encore, trop souvent mal défini au sein du grand public. Présentée comme une simple absence de conflits, la paix est réduite à une infime fraction de sa véritable nature. Par conséquent, l'image des mouvements pacifistes se voit elle aussi réduite au simple aspect "d'opposants à la guerre" organisant les manifestations lors de conflits en cours ou en préparation.

Plus que le silence des canons

L'action en faveur de la paix dépasse pourtant de très loin ce cadre restreint. En Belgique, Vrede et la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD) agissent au quotidien pour rappeler au public et aux responsables politiques la nature complexe de la paix. "La paix est bien plus que le silence des canons", rappelle Arnaud Ghys, responsable du secteur "Paix" à la CNAPD. "La simple absence de violence armée peut masquer des tensions et des violences structurelles terribles dont les effets sont tout aussi insupportables pour ceux qui les subissent. Une simple pacification imposée par la force ne peut tenir lieu de véritable paix. Celle-ci nécessite une action déterminée en faveur de la justice sociale, économique, politique, écologique... Bref, tous les éléments qui permettent d'assurer le caractère durable de la paix."

Cela étant dit, la question du désarmement et du contrôle des armes représente évidemment un volet important de l'action menée. "Qu'il s'agisse d'armes conventionnelles ou d'armes de destruc-

tion massive, il faut veiller à ce que les responsables politiques oeuvrent au renforcement de la sécurité collective", poursuit Ghys. "Cela nécessite de réaffirmer l'obligation du désarmement nucléaire total, et non pas simplement sa non-prolifération. Au niveau des armes légères, il faut avancer vers une réelle régulation du commerce en soutenant la mise en place du traité international et en s'assurant du respect du Code de conduite européen sur les exportations. Il faut rendre les critères plus clairs, en Belgique comme en Europe."

Ces points font l'objet d'un travail de lobbying régulier auprès des responsables politiques belges. La cohérence des actions de notre pays à ce niveau est d'ailleurs particulièrement surveillée. Comme le rappelle le document commun établi par Vrede et la CNAPD à l'occasion de la réforme annoncée de l'armée belge, "les interventions militaires destinées à rétablir la paix sont peu crédibles lorsqu'elles émanent d'acteurs impliqués dans le commerce d'armes avec les pays et régions en conflit". Certes, la loi en vigueur chez nous est restrictive (voir p. 9), mais les conditions d'octroi pourraient, selon Ghys, être clairement améliorées. "La Belgique s'engage à ne pas exporter d'armes dans des régions sensibles. Mais l'appréciation de ce caractère 'sensible' reste hautement politique. Le contrôle parlementaire sur les questions d'armement reste bien trop faible, et la transparence des exportations est loin d'être optimale, surtout du côté wallon. Il y reste donc beaucoup de choses à améliorer."



Photo: Tineke D'haese

Ces manifestants dénoncent l'occupation des Territoires palestiniens (Belgique)

Plus d'armes belges en Israël !

La situation au Moyen Orient et le conflit israélo-palestinien offrent un bon exemple à ce niveau. Comme le note Ludo De Brabander, de Vrede, "les mouvements de la paix plaident depuis des années pour un embargo sur les armes à destination d'Israël tant que son gouvernement refusera de se conformer aux règles du droit international. Mais nous commençons vraiment à nous demander ce qui doit encore se passer pour que nos responsables politiques décident de respecter notre propre législation."

Selon les études de Vrede, des licences d'exportation d'armes belges vers Israël sont délivrées chaque année. En 2005, ces licences d'exportation se seraient élevées à plus de 14 millions d'euros, plaçant la Belgique en quatrième position européenne en la matière. "En 2006, trois licences ont été autorisées par le Gouvernement flamand, dont deux durant l'été... soit en pleine crise du Liban !", dénonce De Brabander. "Pourtant, quatre des huit critères du Code de conduite européen peuvent facilement s'appliquer dans le cas des exportations d'armes vers Israël, tout comme les critères de la législation belge. Ces exportations sont donc illégales. Mais malgré les violations par Israël des résolutions des Nations unies et des

droits humains, malgré les crimes de guerre et le non-respect de l'avis de la Cour internationale de Justice, les contrats d'armement se poursuivent..."

Plus d'armes nucléaires en Belgique !

La cohérence de la Belgique en matière d'armement passe donc par un meilleur contrôle de ses exportations. Mais notre pays se doit également de montrer l'exemple sur son propre territoire, principalement au niveau nucléaire. "N'oublions pas que des armes nucléaires sont encore entreposées illégalement dans la base de Kleine Brogel, dans le Limbourg", rappelle Arnaud Ghys. "Des résolutions de la Chambre et du Sénat demandent pourtant de façon explicite le retrait effectif de ces armes. Il est temps que ces résolutions soient appliquées et que l'on avance vers l'élimination programmée de toutes les armes nucléaires, comme le stipule le Traité de Non Prolifération et comme le réclame le réseau Abolition 2000. Pour le nucléaire comme pour le reste, il est temps de faire respecter le droit international."

www.cnapd.be
www.vrede.be
www.abolition2000.be

Frédéric Janssens

Mi-parcours pour les Objectifs du Millénaire

La déclaration de Ban Ki-Moon a le mérite d'être claire : à mi-chemin entre l'adoption des "Objectifs du Millénaire pour le Développement" (OMD) en 2000 et la date cible de 2015, le Secrétaire général des Nations unies juge le bilan des avancées "mitigé". Exprimé par le plus haut responsable de la diplomatie mondiale, le terme a donc de quoi inquiéter...

Pour rappel, les Etats membres des Nations unies se sont engagés à atteindre d'ici 2015 des résultats substantiels sur 8 objectifs relatifs à la

pauvreté, à la faim, à la mortalité infantile, à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la santé, à l'environnement et au financement du développement. Le rapport de l'ONU, paru en juin 2007, dresse le tableau de la situation.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les Etats riches se font rappeler à l'ordre vis-à-vis des engagements pris en 2000. Comme le déplore Ban Ki-Moon, il n'y a pas eu d'augmentation significative de l'aide publique au développement depuis 2004, ce qui empêche d'atteindre les OMD même

pour les pays "bien gouvernés". Le rapport rappelle amèrement la chute de l'aide publique au développement entre 2005 et 2006, une aide qui devrait continuer à chuter en 2007.

Ce non-respect des engagements contribue à la stagnation, voire même à l'aggravation de certaines données reprises dans le rapport. Ainsi, on y apprend que le nombre de personnes mourant du SIDA dans le monde a augmenté, pour atteindre 2,9 millions en 2006. Ou encore que la moitié de la population des pays du Sud manque

toujours de systèmes sanitaires de base.

Toutefois, le rapport note aussi de nombreux succès en matière d'éducation, de participation politique des femmes ou de mortalité infantile. Des avancées ont été réalisées sur le terrain de la pauvreté, mais les réussites sont inégalement réparties entre et à l'intérieur des pays. Il reste donc du pain sur la planche. Et 2015, c'est demain...

www.un.org/millenniumgoals

Frédéric Janssens

Darfour, quatre ans déjà

Le 31 juillet 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait la résolution 1769 autorisant le déploiement d'une force hybride ONU-Union Africaine dans la province soudanaise du Darfour. Baptisée Unamid, ce contingent d'environ 26.000 soldats et policiers prendra le relais des 7.000 soldats de l'Union africaine actuellement sur place et sera chargé de mettre fin aux violences dans la région.

Une bonne nouvelle donc, face au drame humain qui se déroule depuis plus de 4 ans dans la région. Toutefois, de nombreuses organisations, dont Oxfam, ont exprimé leurs craintes face au délai prévu pour l'envoi des troupes. Ces dernières ne devraient en

effet être totalement déployées qu'au début 2008. De plus, la résolution adoptée ne permettra pas aux policiers et aux soldats de saisir et de détruire les armes illégales. Et en attendant, les problèmes de sécurité se poursuivront, affectant la capacité des organisations humanitaires à fournir l'aide d'urgence aux populations affectées.

L'ampleur de la catastrophe du Darfour laisse sans voix. Depuis 2003, 200.000 personnes ont déjà perdu la vie. Plus de 4,5 millions de personnes sont aujourd'hui touchées par le conflit et dépendent de l'aide humanitaire. Ces chiffres, tout comme la violence continue, ne cessent d'augmenter. Chaque mois, des milliers de personnes

viennent grossir les rangs des plus de 2 millions d'hommes et de femmes ayant pris le chemin de l'exil. Malgré les dangers quotidiens, Oxfam fournit une aide vitale à environ 500.000 personnes affectées par la crise, au Darfour et à l'Est du Tchad. Les actions d'Oxfam se concentrent essentiellement sur l'accès aux soins, à l'eau potable et aux installations sanitaires. Des programmes d'éducation à la santé publique sont mis en place afin de prévenir la propagation des maladies, et des projets d'activités économiques sont mis sur pied avec les habitants afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

www.oxfamsol.be

Frédéric Janssens



Photo: Adrian McIntyre (Oxfam International)

APE : le temps presse !

D'ici fin décembre 2007, 76 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) parmi les plus pauvres de la planète sont sommés de signer de nouveaux accords commerciaux avec l'Union européenne: les Accords de Partenariat Economique (APE). Ces accords, qui marquent la fin du système commercial préférentiel de l'Union européenne avec les pays ACP, sont vigoureusement rejetés par les sociétés civiles et des responsables politiques du Sud.

Mamadou Diop, Ministre du commerce du Sénégal, déclarait ainsi il y a quelques mois que son pays "ne pouvait signer un accord contraire aux intérêts des populations".

La date butoir approche, et la pression exercée par l'Europe sur les pays ACP s'intensifie d'une façon spectaculaire.

Mais la mobilisation populaire aussi. Dans les pays ACP comme dans le Nord, de nombreuses associations s'unissent

pour pousser les gouvernements à revoir ces accords et le délai de signature, afin de mettre sur pied une véritable stratégie de développement.

Le 27 septembre 2007 constituera une nouvelle journée d'action mondiale contre les APE. A moins de 100 jours de la date prévue pour la conclusion de ces accords injustes et dangereux, cet événement unira des mouvements sociaux de plusieurs dizaines de pays pour réclamer une autre réponse que le

libre-échange face aux défis qui se posent aujourd'hui dans les pays ACP. En Belgique, la mobilisation se tiendra à 10h00 devant les bâtiments de la Commission européenne à Bruxelles (Rue de la Loi, 200). Venez nombreux !

Infos :

www.ape2007.be

www.oxfamsol.be

Frédéric Janssens

Crise humanitaire majeure en Irak

Chaque jour, les médias nous font part de la terrible violence qui se déchaîne en Irak. Cette situation, qui constitue le problème prioritaire pour la plupart des Irakiens, masque malheureusement l'existence d'un autre drame : le développement d'une crise humanitaire majeure dans le pays. Selon un rapport publié en juillet 2007 par Oxfam et le Comité de coordination des ONG en Irak (NCCI), 8 millions d'Irakiens nécessitent une aide humanitaire d'urgence.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Près de quatre millions d'Irakiens vivent aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire, et seuls 60 % ont accès aux rations fournies par le service public de distribution géré par le gouvernement. La situation affecte particulièrement les enfants : si un enfant sur cinq souffrait de malnutrition avant l'invasion de 2003, ils sont aujourd'hui près d'un sur trois. Les services de base ont également été durement touchés par le conflit et les sanctions en place depuis de longues années. Actuellement, près de 70% de la population n'a pas d'accès suffisant aux réserves d'eau, contre 50% en 2003.

La situation est plus difficile encore pour les déplacés et les réfugiés. On compte aujourd'hui plus de deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, et plus de deux millions de réfugiés à l'étranger, princi-

palement en Syrie et en Jordanie. Privés d'emplois et de services de base, ils sont de plus en plus menacés par la maladie et la malnutrition. La fuite concerne aussi des milliers de travailleurs médicaux, d'enseignants, d'ingénieurs et de cadres, forcés de quitter le pays. Fin 2006, près de 40% d'entre eux avaient déjà plié bagages. Une fuite des cerveaux qui renforce évidemment les difficultés des services publics déjà inadéquats, et qui fait planer de réelles menaces pour l'avenir.

Cette situation appelle une réponse politique, humanitaire et financière la plus rapide possible.

La première priorité doit évidemment être la recherche de solutions politiques permettant de mettre fin au conflit. D'ici là, tous les groupes armés, qu'il s'agisse des forces de sécurité irakiennes, de la force multinationale, des milices locales ou des "insurgés" doivent cesser de porter atteinte à la vie, à la propriété ou aux infrastructures civiles, et doivent respecter le droit des populations à recevoir de l'assistance, conformément au droit international humanitaire.

De plus, malgré les contraintes imposées par la violence, le gouvernement irakien, les Nations unies et les donateurs internationaux doivent renforcer leurs efforts humanitaires afin de réduire les souffrances inutiles. Ne pas apporter de réponse aux besoins de



Photo: Reuters

base de la population ne fera que déstabiliser davantage le pays. Le gouvernement irakien doit tout mettre en oeuvre pour améliorer le système d'aide d'urgence aux citoyens pauvres et déplacés. La décentralisation de la fourniture d'aide peut jouer un rôle positif, tout comme l'augmentation des allocations sociales (tout à fait envisageable au niveau budgétaire), le renforcement du système public de distribution des vivres ou l'amélioration de la coordination de l'aide à l'échelle ministérielle.

Au niveau des donateurs étrangers, un important effort financier est requis. La chute alarmante de l'aide humanitaire en 2006 est de bien mauvaise augure face à l'accroissement des besoins. Dans ces conditions, la Belgique doit tout particulièrement pousser les membres de la coalition à augmenter leur contribution à l'aide

humanitaire, qui reste sans commune mesure avec les dépenses réalisées pour l'invasion de 2003. Il reste encore plusieurs dizaines d'ONG internationales indépendantes engagées en Irak, et l'écrasante majorité pourrait fournir un meilleur travail si davantage de fonds étaient mis à disposition. Mais pour des raisons de sécurité et d'indépendance, de nombreuses organisations humanitaires n'accepteront pas d'argent de la part de gouvernements ayant des troupes dans le pays. Il est donc particulièrement important que des pays n'ayant pas de troupes sur place, comme la Belgique, augmentent les sommes allouées à l'action humanitaire en Irak.

Le rapport complet "Etre à la hauteur du défi humanitaire en Irak" est disponible sur www.oxfamsof.be

Frédéric Janssens

Etat de l'armement dans le monde

Chaque année, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) publie son annuaire relatif à la sécurité et à l'armement dans le monde, une source majeure d'information et d'analyse sur la question. L'édition 2007 de cet annuaire, publié en juin de cette année, nous révèle que les dépenses militaires mondiales ont une nouvelle fois augmenté en 2006. Elles dépassent désormais le cap des 1.200 milliards de dollars, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à l'année précédente.

Sans surprise, le document nous confirme le rôle prédominant des Etats-Unis en matière de dépenses militaires. A lui seul, ce pays compte pour près de la moitié des dépenses mondiales, avec un montant s'élevant à près de 530 milliards de dollars. Loin derrière, la seconde place revient à la Grande-Bretagne, pays dont les dépenses approchent les 60 milliards de dollars. La Chine dépasse désormais le Japon et occupe le quatrième rang mondial, juste derrière la France.

Comme le rappelle Elisabeth Sköns, responsable du programme sur les

dépenses militaires au SIPRI, des millions de vies pourraient être sauvées si l'on consacrait ne fut ce qu'une fraction de ces dépenses au financement des soins de santé de base. Si de nombreux Etats justifient l'augmentation de leurs dépenses pour des raisons de sécurité, le SIPRI rappelle que cette sécurité nécessite d'abord et avant tout des interventions destinées à réduire la faim et la pauvreté dans le monde. L'annuaire peut être consulté sur le site

www.sipri.org

Frédéric Janssens

Quantity	Type	Item	Date	Other
22 M	AK-L	Landmine	19.3.04	
3 M	BK-R	Landmine	25.3.04	
0 M	BK-L	Landmine	" "	
5 M	BK-L	Landmine	17.3.04	
0 M	BK-L	Landmine	u.u.u	
5 M	BK-R	Landmine	u.u.u	

Photo: Tineke Dhase

oxfam téléx

JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

En Belgique, près d'une personne sur sept vit avec moins de 777 euros par mois. Notre pays compte pas moins de 17.000 sans-abris et, du fait d'une flexibilité croissante du travail, 4% des salariés vivent sous le seuil de pauvreté.

Le 17 octobre, les personnes vivant dans la pauvreté, leurs organisations et leurs proches se mobiliseront partout dans le monde pour conscientiser la population et revendiquer une action décisive destinée à éradiquer la pauvreté. Tous ceux et celles qui partagent ce combat sont invités à s'exprimer en participant aux activités et en accrochant un drap noué à leur fenêtre. Tour un symbole : ce drap noué rappelle que s'échapper de la pauvreté, c'est l'affaire de tous.

www.17octobre.be



RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE D'ÉTÉ

Les équipes de campagne d'Oxfam-Solidarité ont récolté plus de 20.000 signatures de soutien à notre campagne "Le commerce du lait. Un concentré d'injustices !". Elles ont sillonné de nombreux festivals afin d'informer le public des problèmes rencontrés par les petits agriculteurs du Nord et du Sud. Accompagnées par notre vache de campagne Leila et par la troupe des Passeurs de Rêves, elles ont participé aux festivals de Dour, à Esperanzah!, à Rock Werchter, au Pukkelpop, aux Fêtes de Gand et bien d'autres encore ! Cette première année de campagne prend fin le 27 septembre, journée internationale d'opposition aux Accords de Partenariat Economique. Rassemblés devant la Commission européenne, nous exigerons des décideurs européens une meilleure prise en compte des intérêts des paysans.

www.oxfamsol.be/lait



INONDATIONS EN ASIE DU SUD

Les pluies de la mousson et les inondations qu'elles ont engendrées cet été ont plongé plus de 30 millions d'Indiens, Pakistanais, Népalais et Bengalis dans une situation très critique. De nombreuses victimes, isolées du monde extérieur, doivent faire face à une carence en eau potable et en nourriture. Les dégâts causés aux infrastructures sont énormes. La plupart des voies de communication ont été dévastées ou sont actuellement trop dangereuses pour être utilisées. Les hôpitaux ont été détruits et les réserves en eau potable ont été contaminées ou épuisées. Pour répondre à la situation d'urgence, Oxfam est sur place pour construire des abris temporaires et assurer un accès à l'eau potable pour 15.000 familles du Bihar et de l'Orissa. Un programme de promotion de l'hygiène est également sur pied afin de réduire les risques de contamination des maladies.

www.oxfamsol.be

NOVARTIS : VICTOIRE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE

Le 6 août, la Haute Cour de Chennai, en Inde, a rejeté la plainte introduite par la multinationale Novartis contre l'Etat indien. Ce dernier avait refusé d'octroyer à Novartis un brevet pour un médicament anticancéreux, le Glivec. La firme avait contesté cette décision et attaqué la loi indienne sur les brevets devant les tribunaux. Oxfam et MSF ont alors lancé une campagne de pression visant à protéger le droit de l'Inde à donner la priorité à la santé publique plutôt qu'aux profits des multinationales.

La récente décision de justice garantit à l'Inde de pouvoir continuer à produire des médicaments génériques nécessaires pour soigner le cancer, le VIH/SIDA, le diabète et bien d'autres maladies à travers le monde.

www.oxfamsol.be

PRÉPAREZ-VOUS POUR L'OXFAM TRAILWALKER !

Oxfam Trailwalker, c'est la plus grande aventure d'équipes au monde destinée à vaincre la pauvreté et l'injustice ! Déjà en place en Australie, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande, au Japon et à Hong Kong, le concept débarque en Belgique !

Quoi ? En maximum 30 heures, des équipes de 4 personnes devront parcourir 100 km à pied à travers les magnifiques paysages des Hautes Fagnes. Leur but : apporter leur contribution à la mise en place d'un monde sans pauvreté.

Comment ? En se faisant sponsoriser afin de récolter des fonds pour Oxfam-Solidarité.

Quand ? Les 30 et 31 août 2008.

Où ? Départ et arrivée à Eupen (Belgique).

Oxfam Trailwalker est un engagement total. Pour arriver au bout de l'épreuve, l'esprit d'équipe sera décisif !

Infos :

Visitez www.oxfamtrailwalker.be
ou contactez Jeroen Janssens
au 02 501 67 64
jeroen@oxfamtrailwalker.be



Photos: Tineke D'haese

ACCORD ENTRE STARBUCKS ET L'ETHIOPIE

Le 20 juin, la chaîne américaine de cafés Starbucks et le gouvernement éthiopien ont signé un accord mettant fin à leur différend sur le commerce de café. L'accord permettra aux agriculteurs éthiopiens de percevoir une part plus équitable des revenus générés par la vente de leurs célèbres cafés Sidamo, Harrar et Yirgacheffe. Un gain de taille pour les planteurs et leurs familles.

Il y a presque trois ans, le secteur du café éthiopien a enregistré les noms de ses marques dans différents pays. Starbucks refusant de reconnaître ces marques, Oxfam International et les producteurs de café éthiopiens ont alors lancé une campagne d'action à travers le monde. La pression sur Starbucks fut énorme. Plus de 96.000 personnes ont signé la pétition d'Oxfam. L'accord conclu entre les deux parties prouve une fois de plus que le pouvoir des consommateurs peut faire la différence. www.oxfam.org

FAIR TRAINS



Du 12 au 24 décembre, les bénévoles d'Oxfam-Solidarité seront pour la seconde année consécutive dans les gares et les trains de Belgique à l'occasion de l'action Fair Trains. Ils vous proposeront d'acheter des boîtes de pralines équitables afin de soutenir les projets et programmes d'Oxfam-Solidarité. Une savoureuse façon d'exprimer votre solidarité avec le Sud ! Envie de participer et de rejoindre nos équipes ? Contactez Cécile Duwée au 02 501 67 18 – cdu@oxfamsol.be



LES BIOCARBURANTS ALIMENTENT LA FAIM

Les chiffres de la Banque mondiale sont clairs : les prix des céréales et de l'huile végétale ont augmenté de plus de 30% dans le monde. Cette augmentation a un grand impact dans le Sud, notamment pour les pays qui dépendent de l'aide alimentaire. L'une des raisons de l'augmentation des prix porte sur la popularité sans cesse croissante des biocarburants. Les cultures nécessaires à leur développement prennent la place des cultures vivrières, limitant de ce fait la quantité de nourriture disponible. Selon Lester Brown, président du Earth Policy Institute, les biocarburants représentent une alternative dangereuse aux carburants fossiles du fait de leur impact sur les prix alimentaires et les instabilités politiques. www.oxfamsol.be/basta



Photo: Tineke D'haese

OPÉRATION 11.11.11

Du 8 au 18 novembre 2007, les bénévoles de l'Opération 11.11.11 seront présents un peu partout à Bruxelles et en Wallonie pour vous inviter à soutenir une cinquantaine de projets dans le Sud. Une fois de plus, les produits qu'ils vous proposeront auront de quoi vous ravir : entre le cacao de République Dominicaine, le thé d'Inde du Sud, le livre de recettes culinaires et le célèbre calendrier du monde, le choix ne sera pas facile !

Lancée officiellement le 7 novembre à 11h00, sur la Place de la Monnaie (Bruxelles), l'Opération 11.11.11 s'inscrira cette année encore dans la campagne de défense de la souveraineté alimentaire et de résistance aux Accords de Partenariat Economique.

www.cncd.be



Photo: CNCD-11.11.11

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ARMES

Fin septembre 2007, la campagne *Contrôlez les Armes* publiera un nouveau rapport consacré à la nécessité d'un accord sur le commerce des armes en Afrique. www.controlarms.be



MAGASINS DE SECONDE MAIN OXFAM

WALLONIE

- **Ans** : Rue de la Station 45, 4430 Ans - 04/371 20 44
ma au sa: 10-18h - ordinateurs
- **Charleroi** : Rue du Grand Central 4, 6000 Charleroi - 071/31 37 76
ma au ve: 11-18h, sa: 10-15h - ordinateurs
- **Charleroi** : Rue du Collège 19, 6000 Charleroi - 071/31 65 85
lu au sa: 10-17h30 - vêtements, brocante, livres
- **Charleroi** : Rue de Waterloo 41, 6000 Charleroi - 071/70 00 43
lu au sa: 10-17h30 - vêtements, brocante, livres
- **Châtelineau** : Rue du Chemin de fer 12a, 6200 Châtelineau - 071/40 13 46
ma au sa: 10-18h - vêtements, brocante, livres, ordinateurs
- **Herstal** : Rue Grande Foxhalle 99, 4040 Herstal - 04/240 08 01 -
lu: 12-16h.45, ma au ve: 10-16h.45, sa: 12-16h - vêtements, brocante
livres, ordinateurs, meubles de bureau
- **Liège** : Rue de la Casquette 19b, 4000 Liège - 04/223 27 87
lu au ve: 10-17h, sa: 12-17h - vêtements, brocante, livres
- **Liège** : Rue St Séverin 117, 4000 Liège - 04/221 49 58
lu au ve: 10-16h30 - vêtements, brocante
- **Liège** : Rue Puits-en-sock 137, 4020 Liège - 04/341 18 00
ma au sa: 10-17h - vêtements
- **Liège** : Rue St. Gilles 29, 4000 Liège - 04/222 24 42
lu au sa: 10-17h30 - bookshop
- ★ **Mons** : Rue de la Clé 37 - 7000 Mons - 065/84 75 04
me au sa 10h - 18h30 - ordinateurs et Magasin du Monde-Oxfam
- **Namur** : Chée de Louvain 5, 5000 Namur - 081/22 22 22
ma au ve: 11-18h, sa: 10-15h - vêtements, brocante, livres,
ordinateurs, meubles de bureau
- **Namur** : Av de la Plante 27, 5000 Namur - 081/26 28 38
ma au ve: 11-18h, sa: 10-15h - ordinateurs
- ★ **Namur** : Bas de la Place 12-14, 5000 Namur - 081/22 91 22
lu au sa: 9h30 - 18 - bookshop

- **Natoye** : Rue Bellevue 1, 5360 Natoye - 083/22 01 72
me & sa: 10-17h - vêtements, brocante, livres, ordinateurs,
meubles de bureau
- **Nivelles** : Rue de Namur 36, 1400 Nivelles - 067/77 34 85
lu au sa: 10-18h - vêtements, brocante, livres, ordinateurs
- **Seraing** : Rue de la Baume 250, 4100 Seraing - 04/337 29 58
lu au ve: 10-17h, sa: 13-17h - vêtements

BRUXELLES

- **Bruxelles** : Rue de Flandre 102-104, 1000 Bruxelles - 02/522 40 70
lu: 15-18h - ma au sa: 11-18h30 - ve: 11-19h
vêtements, brocante, & livres vintage
- **Bruxelles** : Av de la Brabançonne 133, 1000 Bruxelles - 02/732 72 68
ma au sa: 9-14h.30h - vêtements, brocante
- ★ **Bruxelles** : Rue Haute 243, 1000 Bruxelles - 02/502.39.59
heures d'ouverture à confirmer - vêtements
- **Etterbeek** : Av Jules Malou 45, 1040 Etterbeek - 02/640 09 25
lu: 14-18h, ma au ve: 11-18h - vêtements
- **Forest** : Chée de Neerstalle 66, 1190 Forest - 02/332 59 91
lu au sa: 10-18h - vêtements
- **Ixelles** : Av de la Toison d'Or 46, 1050 Ixelles - 02/512 87 41
ma au sa: 10-17h.30, ve: 10-17h - vêtements, brocante, livres
- **Ixelles** : Chée d'Ixelles 254, 1050 Ixelles - 02/648 58 42
lu au sa: 10-18h - bookshop
- **Ixelles** : Chée d'Ixelles 252, 1050 Ixelles - 02/647 48 51
ma au sa: 10-18h - informatique
- **Molenbeek** : Rue Dubois-Thorn 105, 1080 Molenbeek - 02/413 00 55
lu au sa: 10-18h - vêtements, brocante, livres, informatique,
meubles de bureau
- **Schaerbeek** : Bd Lambermont 47, 1030 Schaerbeek - 02/215 05 11
vêtements
- **Uccle** : Rue Vanderkindere 248, 1180 Uccle - 02/344 98 78
lu au sa: 10-18h - bookshop

Vous trouverez aussi dans ces magasins des informations sur les campagnes et actions d'Oxfam-Solidarité et de ses partenaires.



Oxfam
Solidarité

Rue des Quatre-Vents 60 - 1080 Bruxelles
02/501 67 00 - www.oxfamsol.be

Globo

Périodique trimestriel n° 19
Troisième trimestre 2007
Rue des Quatre-Vents 60, 1080 Bruxelles - Belgique
tél: ++32 (0)2 501 67 00
fax: ++32 (0)2 511 89 19
e-mail : redaction@oxfamsol.be
site Internet : www.oxfamsol.be
éditeur responsable : Stefaan Declercq

Art. 4 Loi 8.12.92 - Arr. Min. 18.03.93. Oxfam-Solidarité asbl, rue des Quatre Vents 60 à 1080 Bruxelles, gère une base de données automatisée afin d'organiser les relations avec ses donateurs et sympathisants. Vos données y sont enregistrées. Vous avez le droit de demander toutes les données vous concernant et de les faire modifier le cas échéant. Adressez votre demande écrite à : Oxfam Fichier donateurs, rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles. Oxfam-Solidarité est enregistrée sous le numéro 000500836 du Registre national de la Commission pour la protection de la vie privée.

Crédits

Rédaction : Frédéric Janssens, Lieve Reynebeau, Erik Todts
Coordination rédactionnelle : Chantal Nijsen
Ont collaboré : Annick Moonen, Georges Spriet
Mise en page : José Mangano
Photo de couverture : Tineke D'haese

agenda

8 décembre 2007

**Journée internationale
d'action pour le climat**

Mobilisation à Bruxelles

www.coalitionclimat.be

20-26 octobre 2007

**Semaine de campagne
Music Fund**

Portes ouvertes, concerts, récolte
d'instruments de musique...

www.musicfund.be

16 octobre 2007

**Journée mondiale
de l'alimentation**

Action dans les gares de
Bruxelles et de Wallonie

www.pfsa.be

3 au 13 octobre 2007

**Semaine du commerce
équitable**

Participez aux
nombreuses activités !

www.befair.be

8 décembre 2007

Cirque du Soleil

Représentation au profit
d'Oxfam-Solidarité

www.oxfamsol.be

26 janvier 2008

Forum Social Mondial

Journée d'action internationale
Participez aux préparatifs
en Belgique !

www.wsf.be



Oxfam
Solidarité

Rue des Quatre Vents 60 - 1080 Bruxelles

02/501 67 00 - www.oxfamsol.be